

## Évolutions macroéconomiques et financières récentes

La République du Congo reste en récession économique après la mauvaise performance du secteur pétrolier, due à la chute de la production et des prix mondiaux du pétrole. Ainsi en 2020, la croissance économique congolaise s'est encore une fois dégradée de 6,8 %, après avoir perdu 0,6 % en 2019. Après la chute des prix du pétrole, le Congo, comme tous les pays de l'Organisation des pays producteurs de pétrole, a revu à la baisse l'objectif de sa production annuelle de 140 millions de barils à 110. D'autre part, le secteur non pétrolier s'est contracté de 11 % avec des baisses importantes des activités dans tous les secteurs : la construction (-9,9 %), le commerce, la restauration et l'hôtellerie (-18,2 %), les industries manufacturières (-8,2 %) et les autres services (-15,7 %). La demande intérieure, les investissements et les exportations se sont effondrés. Néanmoins, l'inflation est restée sous contrôle à 2,4 %, contre 2,2 % en 2019. En raison du financement des plans d'intervention sanitaire et de soutien à l'économie, l'excédent budgétaire s'est réduit en passant d'un taux de 4,8 % du PIB en 2019 à 0,6 % en 2020. Cependant, la perte de vitesse des exportations de pétrole a engendré un déficit de la balance courante de 4,2 % du PIB en 2020, alors qu'elle affichait un excédent de 2,3 % du PIB en 2019.

## Perspectives et risques

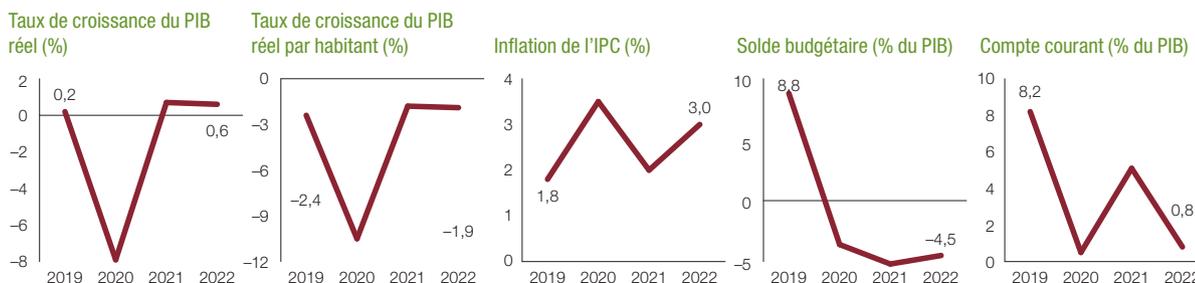
L'économie congolaise devrait rebondir en 2021 et 2022 si l'économie mondiale repart également, ce qui suppose la modération de la pandémie. Le PIB réel devrait croître de 1,2 % en 2021 et de 1,5 % en 2022. Cette relance devrait être menée par la hausse de la production de pétrole, la croissance des services et la reprise des investissements. L'inflation devrait être de 2,6 % en 2021 et de 2,8 % en 2022. Le

solde budgétaire devrait être excédentaire de 0,4 % du PIB en 2021 et de 0,7 % en 2022. Le déficit de la balance courante devrait être maîtrisé à 3,0 % du PIB en 2021 et 3,5 % en 2022. Cependant, une poursuite de la pandémie au-delà du premier semestre de 2021 ferait échouer ce scénario par le maintien à un bas niveau des prix du pétrole, et l'augmentation de la pression sur les comptes budgétaires et extérieurs, ainsi que sur le secteur financier congolais, largement tributaire des recettes du pétrole.

## Questions et options de financement

La situation de la dette publique congolaise est préoccupante. Le stock de la dette publique a augmenté en moyenne de 25 % par an entre 2014 et 2018, en lien avec le programme d'investissement public lancé pour accélérer la municipalisation du territoire national. L'encours de la dette, qui représentait 83,3 % du PIB fin 2019, devrait augmenter à 104,2 % du PIB en 2020.

Le Congo n'ayant pas trouvé d'accord avec ses créanciers privés, le pays n'a pas pu relancer le programme de réformes économiques et financières entrepris avec le FMI qui avait été suspendu en 2019. Par conséquent, le Congo n'a pas pu recevoir les financements externes attendus de ses partenaires de développement. Le ratio de la dette devrait atteindre 99,8 % du PIB en 2021 et baisser à 94 % en 2022. La restructuration de la dette devrait se révéler essentielle à court et moyen termes pour restaurer l'espace budgétaire nécessaire au Congo pour son développement économique. Celui-ci devrait être accompagné d'une plus forte mobilisation des ressources domestiques par l'élargissement de la base imposable, la rationalisation des dépenses publiques et la mise en œuvre du programme d'apurement de la dette intérieure soutenu par le « Club de Brazzaville ».



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.